

BRICE HORTEFEUX

Ancien Ministre

Député Européen

Vice-président du Conseil Régional

Auvergne - Rhône Alpes

ANGELIQUE DELAHAYE

Députée Européenne

Maire de Saint-Martin-Le-Beau

Communiqué

Le nouveau plan loup : la voix des éleveurs ignorée

Brice Hortefeux et Angélique Delahaye déplorent que le gouvernement, avec la publication toute récente du plan national d'action 2018-2023 sur le loup, ait totalement ignoré la voix des acteurs du monde rural.

Malgré les vives et légitimes inquiétudes émises par les éleveurs, le ministre de l'agriculture a fait fi de leurs arguments et expertises du terrain en visant une population de 500 canidés d'ici à 2023 et en autorisant ainsi pour l'année 2018 l'abattage maximum de 40 loups.

Pour les deux parlementaires européens, cette annonce, contraire aux attentes des éleveurs et des bergers qui rejettent en bloc les quotas de tirs de prélèvement et revendiquaient le droit permanent de défendre leurs troupeaux sans aucune restriction et sans plafond, résonne donc aujourd'hui dans le monde rural comme une provocation face à la recrudescence des attaques – près de 12 000 brebis tuées en 2017 - et à l'augmentation constante et incontestée de la population de loups, dépassant les 360 pour l'année 2017.

Brice Hortefeux rappelle qu'à l'occasion de son déplacement dans le Puy-de-Dôme, le 25 janvier dernier, Emmanuel Macron, alors qu'il était venu présenter ses vœux au monde agricole, avait assuré aux agriculteurs qu'il voulait « remettre l'éleveur au milieu de la montagne ». Force est de constater, une fois encore, que l'annonce est contraire aux actes puisque ce nouveau plan loup s'inscrit dans les pas du précédent, déjà décrié, en faisant le choix de protéger le prédateur plutôt que d'assurer la protection des troupeaux.

Ils alertent également sur le coût onéreux mais également sur l'inefficacité des méthodes de protection préconisées par le gouvernement et s'inquiètent pour la pratique du pastoralisme et des conséquences économiques pour les éleveurs.